

Chômage partiel : ENCORE DES ÉCONOMIES sur le dos des salariés et aux frais de l'État

Le chiffre d'affaires étant déjà très impacté par de multiples refacturations versées aux différentes entités du groupe Ebra ; les salariés doivent payer le poids de stratégies et du manque de moyens mis à disposition pour respecter les engagements pris par le groupe lors de la création d'Ebra Services.

Les représentants du personnel élus au CSE ont été informés et consultés lors d'un CSE extraordinaire pour une nouvelle demande d'activité partielle. Une baisse d'activités sur quelques semaines et un prévisionnel pas à la hauteur de la direction générale d'Ebra Services, voilà comment Yasmine Jourdan, directrice générale, et Sabrina Maia, responsable des ressources humaines, comptent maîtriser les coûts de notre société. Les élus ont averti la direction que le gouvernement a annoncé la fin du chômage partiel lié à la situation Covid au 28 février. Ce à quoi la direction répond : " Nous ferons une demande due à la situation Covid, nous argumenterons en ce sens, mais sinon ce sera une demande classique".

Les élus Filpac-CGT s'indignent de cette gestion de la masse salariale pour faire des économies de masse sur le dos de l'État et des salariés.

Cette nouvelle demande est à titre préventif dans l'hypothèse où, sur la période concernée, ces baisses seraient confirmées. La direction base sa demande auprès de la DREETS sur les arguments suivants :

- La baisse du chiffre d'affaires des régies,
- Le prévisionnel,
- La perte du client Cora national,
- Une augmentation des tarifs de la filière bois, ce qui impacte les prospectus,
- La baisse de l'événementiel.

Alors que la direction informait les élus des différentes formations à venir, Yasmine Jourdan et

Sabrina Maia préfèrent limiter les coûts du personnel plutôt que de profiter d'une hypothétique baisse d'activité pour permettre aux salariés la montée en compétence tant évoquée par la direction. À ce jour, le travail étant de retour, les élus partagent l'incompréhension des salariés.

Les élus Filpac-CGT ont à nouveau interpellé la direction sur les choix stratégiques adoptés par le groupe Ebra. Ils maintiennent que les salariés seuls ne peuvent payer, une fois encore, les décisions prises dans les plus hautes strates.

La direction ayant eu peine à fournir ses chiffres lors de ce CSE extraordinaire, les élus lui ont rappelé que la seule baisse du chiffre d'affaires ne leur permettait pas de donner un avis sur la situation.

La moitié des salariés d'Ebra Services seraient concernés

- studios graphiques (101 personnes),
- studios photos (5 personnes),
- fab services (2 personnes),
- trafic digital (6 personnes).

Soit une estimation de 114 personnes, à hauteur de deux jours par semaine, et ce, sur une période de 13 semaines, du 1er mars au 31 mai 2022.

Les encadrants et les régies, quant à eux, ne seraient pas impactés par cette nouvelle période d'activité partielle "afin de distribuer le travail pour les uns et de prospecter pour les autres".

Conscients que cette épée de Damoclès ajoute un poids sur les épaules des salariés, les élus Filpac-CGT ont alerté la direction sur les risques psychosociaux qu'engendrent sa gestion du personnel, du travail ainsi que ses décisions.

Les salariés accuseraient **une perte de rémunération de 30 %** sur les jours concernés, mais **les retraites des salariés seraient également impactées**. La direction estime que "les salariés peuvent toujours prendre des congés payés ou des RTT afin de ne pas impacter leur rémunération".

Les élus Filpac-CGT regrettent, comme bien trop souvent, que la variable d'ajustement soit la masse salariale et s'inquiètent de la réelle volonté de la direction d'Ebra Services de développer et pérenniser nos emplois.